

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

C.C.P. Mlle Picard 5660.38 Paris

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11^e) - Tel.: CEN. 68-96

LE FRONT UNIQUE DE LA BASE AU SOMMET PEUT IMPOSER LES PARTIS OUVRIERS AU POUVOIR

par FAVRE-BLEIBREU

SCARBOROUGH Tournant de l'histoire d'Angleterre

En raison des élections générales fixées au 25 octobre, le Congrès du Labour Party britannique qui s'est tenu à Scarborough n'a pas connu la lutte de tendances attendue depuis qu'au cours de l'été Bevan avait donné sa démission de membre du gouvernement travailliste. Les délégués ont décidé de concentrer tous leurs efforts pour qu'aux prochaines élections soit assurée la défaite des Tories. Qui plus est, c'est l'aile gauche du L.P. qui se montre la plus active pour assurer la victoire du parti qui groupe la majorité des travailleurs anglais. Et ils ont raison, car c'est un vote CLASSE CONTRE CLASSE qui aura lieu à la fin de ce mois.

Mais le Congrès de Scarborough a, malgré cette unanimité, eu l'occasion de faire une démonstration politique éclatante des sentiments des travailleurs anglais. À l'élection du Comité Exécutif, parmi les 7 membres nommés par les 611 délégués disposant des 1.470.000 voix des 588 organisations politiques du L.P., la majorité passe aux partisans de Bevan avec 4 sièges, avec un nombre de voix en général supérieur aux ministres Morrison, Dalton, Griffiths, et le ministre de la Défense, Shindwell, est battu après avoir siégé 11 ans dans cet organisme directeur.

C'est un vote dont la signification politique est d'autant plus élevée qu'il survient en même temps que la « défaite humiliante » d'Abadan — pour reprendre l'expression du Times — qui à une autre période aurait accueilli les courants les plus réactionnaires au sein de la classe ouvrière anglaise. Ce vote ne témoigne pas seulement d'une approbation des principes thématiques avancés par les bevanistes, à savoir l'opposition au réarmement nucléaire et le refus de suivre aveuglément la politique de Washington. Ce vote survient — et c'est ce qui lui donne toute sa signification — après 6 ans de gouvernement travailliste. Les travailleurs anglais ont pendant ce temps porté deux fois au pouvoir la direction Attlee-Morrison. Ils ont vu, il est vrai, une partie non négligeable de l'économie être nationalisée, mais sans que cela change fondamentalement leurs conditions de travail. Ils ont accepté un régime d'austérité plus rigoureux que celui du temps de guerre. Ils ont accepté de nombreux sacrifices pour assurer la réussite de cette expérience du L.P. Ils ont renoncé très souvent à recourir à l'arme de la grève. Et qu'en ont-ils obtenu ? L'économie anglaise va de mal en pis, le déficit en dollars ne cesse de s'accroître. Mais le seul pro-

DERRIÈRE le paravent de la délicate opération beefsteak, le gouvernement Bevan entretient une série de hausses de prix et en prépare d'autres concernant tous les produits de bases industriels ou de consommation courante. Chaque semaine, chaque jour, apparaît de nouvelles hausses qui dévalent le pouvoir d'achat. La paye de la quinzaine fond comme neige au soleil.

L'inflation a repris son galop. Elle va sans cesse en accélérant, car les guerres d'agression coloniales et la préparation de la guerre mondiale par les impérialistes coûtent cher. Quel qu'en soit le résultat, les hausses ne peuvent être évitées. Elles sont donc inévitables. Seule leur date est imprévisible.

Des combats et des échecs passés, l'avant-garde du prolétariat tire d'inappréciables enseignements. Elle sait aujourd'hui que le gage indispensable de la victoire est une solide unité d'action de la base au sommet et du sommet à la base. Dans l'entreprise, dans la corporation, la meilleure assise de cette unité, c'est le comité d'unité d'action démocratique représentant direct des travailleurs de toutes organisations et des inorganisés. A l'échelle de tout le pays, c'est la définition d'objectifs d'action et la préparation en commun des luttes par les grandes centrales syndicales.

Mais aucun problème, si minime soit-il, ne peut se régler par la seule suite réformatrice. L'augmentation des fonctionnaires met en question le budget de guerre de la bourgeoisie. Un véritable minimum vital avec l'échelle mobile exige à sa base toute la politique « atlantique » de préparation à la guerre impérialiste qui est celle du gouvernement. Vouloir maintenir et améliorer la consommation des masses, c'est combattre contre la production de guerre, pour un plan de production sous contrôle ouvrier.

La classe ouvrière a enregistré un succès. Ses exploiters ont reculé pour éviter le combat. Prenant conscience de cette réalité elle doit préparer les luttes de demain avec la volonté et la confiance d'arriver à la victoire. La division ouvrière, la scission syndicale, l'opposition violente entre les courants socialistes entre les partis ouvriers sous l'œil narquois de la bourgeoisie, furent en grande partie l'expression des échecs de 1947-48. Depuis le printemps dernier, avec la grève du nitro et des chimistes le courant a commencé à se renverser. Les

travailleurs de ces corporations ont pris en main leur propre cause, forgé leurs organes démocratiques pour l'unité dans l'action, donnant ainsi un coup de semonce à deux directions politiques et syndicales. Aujourd'hui, en dépit des aumônes du C.N.F.E. et du gouvernement, la volonté et la capacité de lutte grandissent, les hésitants se durcissent, les obstacles à l'unité d'action semblent moins insurmontables, la volonté de la base contre les dirigeants à renouer à leur politique d'hier. De grandes luttes se préparent. Elles sont inévitables. Seule leur date est imprévisible.

Les augmentations dites « préventives » ont pour but de dissocier ou au moins de retarder l'indivisible mouvement qui dressera l'ensemble des travailleurs contre la misère et le régime qui l'engendre. Les tentatives soudaines du patronat et du gouvernement pour les salariés n'ont pas d'autre objet que leur perte de conscience.

Alors, chaque fois que nous nous élevons dans les réserves de son budget de guerre pour payer l'augmentation des fonctionnaires, il manifeste sa compréhension des dangers qui menacent son existence et celle de ses maîtres. Il accorde un avantage bien insuffisant par peur de perdre tout.

La classe ouvrière a enregistré un succès. Ses exploiters ont reculé pour éviter le combat. Prenant conscience de cette réalité elle doit préparer les luttes de demain avec la volonté et la confiance d'arriver à la victoire. La division ouvrière, la scission syndicale, l'opposition violente entre les courants socialistes entre les partis ouvriers sous l'œil narquois de la bourgeoisie, furent en grande partie l'expression des échecs de 1947-48. Depuis le printemps dernier, avec la grève du nitro et des chimistes le courant a commencé à se renverser. Les

L'ETINCELLE IRANIENNE

Les petits canots de l'Anglo-iranien, portant le drapeau iranien tout neuf, ont servi à évacuer les techniciens de la Compagnie des pétroles britanniques, transformés en passagers de transport. L'enthousiasme et la joie du peuple qui se pressait sur les quais ont été partagés par toutes les forces anti-impérialistes du monde. Sa victoire est aussi leur victoire. L'humiliation et le mépris du superbe impérialisme anglais renforcera les combattants des cinq continents.

Cervus Mossadegh a bénéficié de la méconnaissance entre les pirates anglais et américains. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que les rois du pétrole ont fait dans les pays. Si cette fois l'un d'eux a dû battre en retraite sans que jusqu'ici maintenant un de ses concurrents en profite, c'est avant tout parce que le gouvernement iranien a soutenu par un profond mouvement des masses. Pour faire céder le gouvernement iranien, il ne suffisait plus de faire passer les bateaux de guerre devant les ports du pays. Il fallait les faire tirer. C'est-à-dire entrer en guerre contre tout un peuple et risquer de voir se soulever les populations arabes d'autres pays.

Pour faire céder les députés bourgeois ou petits bourgeois d'un pays semi colonial, l'ennemi d'un canon suffisait dans les années 30. Mais Mossadegh qui sent derrière lui la pression des masses, s'adressant aux manifestants massés devant le Majlis, cria : « Si vous voyez, vous êtes mes parlementaires ». Et ce parlement n'a été pas facilement intimidé.

Au milieu de guerre civile, s'ajoute celui qui provient de la proximité de P.E.U.R. S.S. Les impérialistes ont eu peur d'ouvrir une seconde et plus grande Corée sur les tranchées soviétiques. C'est là un signe inappréciable de la force qu'a atteint le mouvement des masses et des élites anti-impérialistes dans le monde même lorsqu'il s'agit de défendre un pays, d'après un plan mondial conçu.

Cela doit faire comprendre aussi que l'impérialisme va s'unir davantage contre eux, accroître ses préparatifs militaires pour tenter de les écraser par la guerre. C'est à cette époque que les peuples du monde doivent se préparer.

Déjà Washington, Londres et Paris réagissent leur politique et cherchent une issue commune contre les peuples. Vraisemblablement tentent-ils d'utiliser le conseil de sécurité de l'O.N.U. pour remettre le peuple iranien sous le joug. Car les impérialistes savent que cette victoire d'un petit pays contre un d'entre eux renforce la combativité et l'union de tous les peuples contre eux tous.

Déjà Kachani, le chef religieux qui en Iran a dressé le peuple contre l'Angleterre s'est adressé à tous les MUSULMANS DU MONDE pour réunir un CONGRÈS ISLAMIQUE ANTICOLONIALISTE. Déjà dans tous les pays arabes la lutte s'accroît contre les impérialistes. L'Égypte veut se débarrasser des troupes anglaises, Israël veut se débarrasser de la compagnie étrangère qui l'exploite. L'Afrique du Nord s'agit. Il est hors de doute que le journal égyptien Al-Nour est vrai en écrivant : « Dieu sait également que le peuple égyptien est en état de se soulever à l'inspiration et à la honte, qu'il »

J. PRIVAS.
(Suite page 2.)

Désistement ouvrier

TOUS les partis, sauf le P.C.F., ont tenté de dénier aux élections cantonales un caractère politique. Il s'agissait simplement d'après eux d'y désigner de « bons administrateurs ».

Il y a toute l'urée que les élections cantonales ne sont plus déterminées seulement par les problèmes locaux. Dans la situation d'intense préparation à la guerre, elles ont une signification politique importante et malgré la grand nombre d'abstentions, elles sont un test qu'on ne peut négliger.

Bien qu'ils aient encore incomplets au moment où nous écrivons cet article, les résultats du premier tour permettent de dégager plusieurs enseignements. Le premier, le plus important est l'augmentation en pourcentage par rapport à 1949, des voix des deux partis ouvriers, et particulièrement du P.C.F., malgré un nombre d'abstentions particulièrement grand dans les villes. La progression du P.C.F. et la maintien de la S.F.I.O. sont la traduction de la

volonté de la classe ouvrière de s'opposer aux misères accumulées par la préparation à la guerre, et de l'élan qui pousse les travailleurs vers l'unité d'action et le Front Unique. Le second enseignement c'est le recul R.P.F. Toutefois, bien des candidats baptisés « Indépendants » ou « Modérés Paysans » sont les mêmes qui, en 1949, se présentaient sous l'étiquette R.P.F. Ces changements d'étiquette montrent que dans le cadre parlementaire que la bourgeoisie poursuit son cours à droite.

Favorisés par le découpage des cantons, les candidats de la bourgeoisie enlèvent un nombre important de sièges. Là où le ballottage a lieu, le jeu des alliances et des désistements va encore accentuer leur avantage dans la mesure même où la division des voix ouvrières se maintiendra.

Il faut faire front contre tous les candidats de la bourgeoisie. Dans

Les 14 Nord-Africains de Lyon libérés !

Samedi 5 septembre 1951, les 14 Nord-Africains ont été libérés après trois mois de détention préventive. Le tribunal a rendu son jugement, condamnant un des prévenus à 45 jours, trois à 1 mois et les autres à 15 jours de prison. Le procureur Youdlou a été condamné lui-même à 30 jours de prison.

Ce jugement est un aveu ! Trois mois de détention ! et la condamnation la plus forte est d'un mois et demi !

La Vérité est allée interviewer le camarade Yves Dechezelles, un des avocats de la défense. C'est une grande victoire que le verdict de Lyon, nous déclare Dechezelles. Non retentissement sera énoncé. On ne sait en outre de plus en plus qu'il n'est plus possible d'effrayer les travailleurs nord-africains comme on le faisait autrefois.

IL Y A DIX ANS Parmi les 27 de Châteaubriant Gueguen et Bourhis

A l'heure où les gangsters de Vichy sortent de prison pour les basses besognes de l'anticommunisme ; à l'heure où les Waffen SS, au nom de la démocratie, revendiquent le droit à l'organisation ; il faut maintenir brûlant le souvenir des martyrs

qui tombèrent sous les balles fascistes et donnèrent leur vie pour le socialisme.

Les travailleurs gardent et gardent le souvenir des 27 fusillés de Châteaubriant, livrés par la bourgeoisie française aux bourreaux nazis. La réaction triomphante frappait à Châteaubriant l'avant-garde du pays, représentée là dans sa diversité et ses contradictions comme dans sa force. Les assassins savent choisir. A côté des militants du Parti Communiste Français dont les noms les plus connus sont ceux de J.-P. Timbaut, Guy Moequet, Charles Michel, Jean Poulmichel, deux trotskystes sont tombés : Marc Bourhis, Pierre Gueguen.

Pierre Gueguen, vieux communiste, militant de Concarneau, avait rompu en 1939 avec le P.C.F. au moment de la signature du Pacte Germaino-soviétique. C'est du camp de Châteaubriant qu'il annonça son adhésion à la IV^e Internationale.

Marc Bourhis, sorti du P.C. en 1934, trotskyste depuis 1938, était en 1940 responsable du rayon trotskyste de Concarneau. Voici en quelques termes, il est dit dans le 10^e octobre 1941 en même temps que des militants du P.C.F. par J. Moreau, commissaires des Renseignements Généraux qui n'a pas encore répondu de ses crimes, et Bourhis Marc, instituteur à Trégué était l'âme du parti révolutionnaire dans cette commune, fils de H. Bourhis, conseiller municipal communiste révoqué de Concarneau et mari de Mme Bourhis, institutrice à St-Philibert en Trégué, également communiste acharnée. Il était en relations constantes avec les chefs de ce parti à Concarneau, assistant assiduellement aux réunions, il s'y faisait remarquer par sa violence affectée au cours de la guerre à une compagnie de Passage Spéciale, il n'a pas renié ses convictions et sa présence dans la région de Concarneau est parfaitement indésirable.

Ces hommes sont des exemplaires. Leurs noms sont des drapeaux qui nous guident dans le combat révolutionnaire.



22 OCTOBRE 1941
CHATEAUBRIANT

Le 11 juin 1951, une grève est déclenchée aux Etablissements Mandry de Lyon qui occupent 75 ouvriers dont 60 Nord-Africains. La grève fut dirigée par L'UNANIMITE. 31 ouvriers font la grève. Les 18 autres continuent leur travail malgré la décision. Les revendications mises en avant sont au nombre de trois : 10 % d'augmentation des salaires, prime de transport, prime de vacances. Les pourparlers avec la direction sont menés par trois délégués C.G.T. de l'usine, assistés par un représentant de l'Union Départementale C. G. T.

(Suite page 2.)

LA VIE DU PARTI

COMITE CENTRAL

Les 29 et 30 septembre s'est tenue à Paris la deuxième session du Comité Central des 60 du VII^e Congrès du Parti.

A l'ordre du jour de ses travaux, le Comité Central a placé un rapport sur le III^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale et la discussion d'une résolution d'orientation générale, pour le P.C.I.

Après avoir entendu un rapport d'un délégué du P.C.I. au III^e Congrès Mondial, le C.C. a adopté à l'unanimité après discussion une résolution concluant ses travaux sur cette question.

Le rapport d'un autre délégué ouvrit les travaux sur l'orientation générale que doit prendre le P.C.I. à la suite des décisions du Congrès Mondial. La résolution rédigée en commun par la Commission Française du Congrès Mondial et le Bureau Politique du P.C.I. a été adoptée à l'unanimité.

Enfin, le C.C. a chargé le Bureau Politique d'étudier l'augmentation des cotisations.

Anniversaire de la Révolution d'Octobre

9 VENDREDI SOIREE DE CINEMA organisée par les Amis de la Vérité

9 NOVEMBRE Un film sensationnel !... SALLE SUSSET, 186, quai de Valmy, PARIS

SOUSCRIPTIONS

Anonyme, 600; Guisico, 200; un ami de « la Vérité », 400; J. L. (Bouches-du-Rhône), 700; cellule Brest, 2.207; Nantes, 100; P. S. Paris-13^e, 200; M. C. (Loiret), 100; M. B. (Ardeche), 100; Carlier, 1.000; M. D. (Montpellier), 1.000. Total : 6.507 fr. Total précédent : 611.430 fr. TOTAL GENERAL : 617.937 fr.

Marcel HIC

En octobre 1943, Marcel Hic, secrétaire du PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE et membre du Secrétaire Européen de la IV^e Internationale qu'il avait organisé dans l'illégalité, est arrêté par le Géstapo, torturé rue des Saussaies et à Fresnes. Il sera déporté à Buchenwald en janvier 1944. Il va mourir dans le baigne souterrain de Dora, physiquement brisé, mais sans abandonner un seul instant son indestructible fermeté de dirigeant trotskyste.

Depuis 1933, Marcel Hic lutait pour la IV^e Internationale, successivement dans les JEUNESSES LENINISTES, les JEUNESSES SOCIALISTES, les REVOLUTIONNAIRES, puis à partir de juin 1936 dans le PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE, premier parti français de la IV^e Internationale dont il devint un des principaux dirigeants.

Il tomba au combat au moment où ses efforts aboutissent à l'unification de toutes les formations trotskystes françaises dans le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE. Ainsi Marcel Hic survit dans son œuvre de révolutionnaire.



Dix minutes avec le camarade Ramon Martinez Delegué d'Amérique Latine au 3^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale

Cette fois-ci c'est un des délégués des pays latino-américains au 3^e Congrès Mondial que « la Vérité » interroge. Le camarade Ramon Martinez compte dans ses rangs plusieurs vieux militants trotskystes dont certains ont occupé des postes importants dans les mouvements de masse d'Amérique latine et ont subi, souvent pendant des années, la répression bourgeoise. Le camarade Ramon Martinez a bien voulu nous communiquer son aperçu de l'expérience des sections trotskystes d'Amérique latine et nous donner ses impressions sur le Congrès Mondial.

Mon impression sur le Congrès Mondial, nous déclare Ramon Martinez, est très bonne et je pense qu'il est de même pour mes autres camarades d'Amérique Latine qui ont assisté à ces importantes sessions. Pour tous les délégués d'Amérique Latine, le Congrès Mondial a montré l'engagement de la IV^e Internationale dans les événements de l'époque et qu'elle saura se mettre à la hauteur des tâches qu'elle aura à accomplir dans les conditions les plus révolutionnaires que la société ait vécues.

Quelle signification ce Congrès aura-t-il pour le mouvement trotskyste d'Amérique Latine ?

Tout d'abord, je dois dire que ce Congrès a été pour nous une véritable école. C'est la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international que les problèmes d'Amérique Latine ont été étudiés et tranchés par une direction révolutionnaire internationale. Il ne faut pas oublier en effet que la IV^e Internationale, au cours de son époque révolutionnaire, n'avait pas étudié cette question.

Le 3^e Congrès Mondial a donné une caractérisation générale des pays d'Amérique Latine et une claire évaluation des grands mouvements de masse qui ont eu lieu depuis la fin de la deuxième guerre, tels que le péronisme en Argentine, le M.N.R. en Bolivie, le mouvement de Vargas au Brésil, celui de l'Action Démocratique au Venezuela, de Gallan en Colombie, etc. A l'encontre de ceux qui cherchent les conditions idéales pour la lutte de classes, nous avons ce Congrès réaffirmé le caractère anti-impérialiste et anticapitaliste de ces mouvements et rejeté toutes les assertions mensongères émanant, soit de l'impérialisme, soit de la social-démocratie et même du stalinisme, sur la nature soi-disant fasciste et dictatoriale de ces mouvements.

Un des autres acquis essentiels du Congrès Mondial pour nos sections d'Amérique Latine, c'est la claire définition des tâches que nous aurons à accomplir contre les préparatifs de la guerre impérialiste et contre la guerre impérialiste elle-même.

Quelles sont les perspectives du mouvement ouvrier en Amérique Latine et quelle est la force comparée du stalinisme dans cette partie du continent américain ?

La compréhension à laquelle est arrivée notre Internationale sur le vrai caractère des mouvements de masse en Amérique Latine nous ouvre de grandes perspectives dans la politique de préparation à la guerre et la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste des masses, lutte qui posera pour le prolétariat la question de son propre pouvoir révolutionnaire.

Pourrais-tu donner quelques exemples ?

En Bolivie, le ministre des Affaires étrangères a promis la participation

de 30.000 soldats boliviens dans la guerre de Corée au cours de la dernière conférence des ministres des Affaires étrangères à Washington. Cette décision entraîna de très grands remous parmi les masses boliviennes. Lorsque le ministre rentra à La Paz, une grande foule l'attendait et de très grands meetings eurent lieu de protestation et des meetings furent organisés. Aussi le ministre fut-il obligé de changer son lieu d'arrivée et le gouvernement bolivien se décolla de lui.

Des mouvements semblables à celui-ci, occasionnés aussi par la résistance à la guerre de Corée ont eu lieu en Argentine, au Brésil et en Uruguay, etc. Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que des perspectives de développement assez rapides sont ouvertes au mouvement trotskyste en Amérique Latine, d'autant que nous sommes le seul courant du mouvement ouvrier qui a compris le vrai caractère du mouvement des masses. A cela il faut ajouter la presque inexistence de la social-démocratie et la faiblesse relative du stalinisme. Ce dernier en effet n'a de force réelle qu'au Chili, au Brésil et à Cuba. Et en Bolivie par exemple, il est beaucoup plus faible que notre mouvement.

Le développement du trotskysme en Amérique Latine n'est évidemment pas homogène mais dans l'ensemble nous avons déjà une riche expérience. Une tradition réelle parmi les couches les plus avancées de prolétariat et même parmi les grandes masses du prolétariat comme en Bolivie, au Mexique, au Chili, au Brésil. C'est ainsi que nous avons dans plusieurs de ces pays dirigé des actions locales et même nationales de la classe ouvrière. D'autre part plusieurs de nos militants occupent des postes syndicaux importants et en Bolivie nous avons eu des députés au parlement national. Ce Congrès de réimpression qui se vit actuellement dans ce pays.

Que penses-tu du complot militaire qui vient d'avoir lieu en Argentine ?

Je pense que nous avons là une confirmation de l'analyse qui vient d'être faite par le Congrès Mondial, sur le mouvement des masses, de l'Argentine et le régime de Peron. Peron trouve son appui essentiel non dans l'armée mais dans les masses

et il n'a le soutien de la majorité de l'armée que dans la mesure où il a le soutien des masses.

Ces jours derniers les couches de l'armée les plus liées à l'oligarchie argentine et à l'impérialisme ont tenté de renverser Peron. La réponse des masses a été immédiate. Mais l'objectif de celles-ci, en intervenant pour briser le complot militaire, n'était pas de sauvegarder l'ordre établi mais de défendre leurs conquêtes économiques, syndicales et politiques. Pour les masses, Peron symbolise ces conquêtes. Mais il ne faut pas oublier qu'elles ont avant tout des objectifs anti-impérialistes et anti-capitalistes et c'est pourquoi elles ont, au retour de l'oligarchie et de l'impérialisme au pouvoir. Cependant par la force des choses, ces objectifs, ainsi que ceux-ci ont été oubliés au cours de la récente grève générale des chemins de fer en Argentine, entrent et entrent de plus en plus en opposition avec les objectifs de la bourgeoisie nationale que représente Peron.

Les "14" libérés

Suite de la page 1

Le 14 juin, le patron accepte le prime de transport, refuse le prime de vacances et réserve sa réponse au sujet de l'augmentation.

A 16 heures : Assemblée générale des grévistes pour le compte rendu de délégation. Les grévistes s'adressent au congrès pour faire du travail pour leur demander de se joindre au mouvement.

Le nommé Youdjou sort son couteau et blesse grièvement six de ses compatriotes dont cinq seront hospitalisés le soir même.

Une information est ouverte et plus de 15 jours après les événements, le juge d'instruction fait incarcérer 14 Nord-Africains de l'usine dont les blessés. L'un des inculpés est arrêté en Algérie où il passait ses vacances; et il fut noté qu'il avait donné son adresse avant de partir.

Sobrement, mais suffisamment éloquent, les faits sont ainsi établis. L'audace du patron fourna d'autres précisions qui nous ont été communiquées par notre correspondant de Lyon.

Ainsi Youdjou avoua que l'hôpital refusa son admission en raison de la légèreté de ses blessures, le jour de la bagarre. C'est seulement après être adressé à la police locale que le provocateur Youdjou arriva à se faire hospitaliser.

D'autre part, le patron, témoin de l'accusation, a avoué avoir déclaré qu'en cas d'incident, les conversations immédiatement tous ceux qui s'y trouveraient mêlés. Mais Youdjou, loin d'avoir été libéré, continua de travailler aux Etablissements Eclair.

Nous avons demandé à Y. Dechezelles quelques précisions à ce sujet. — Effectivement les charges de l'accusation étaient plutôt minces. Pas la moindre charge n'a été relevée contre plusieurs des inculpés.

Y. Dechezelles nous déclare encore : — Oui, la classe ouvrière a compris l'erreur du patron et la conversation. C'est tout le problème de l'exercice du droit de grève qui était mis en question. Cette grève, reprend avec force l'avocat des « 14 », a été décidée à l'unanimité. Les revendications étaient si justifiées que le patron a dû finalement accorder les premières de l'augmentation et la hausse de 5 % d'augmentation sur les salaires. Les travailleurs français n'ont si bien compris que les fonds collectés pour le Comité de défense ont permis d'acquiescer une aide effective aux grévistes et surtout à leur nombreuse famille qui réside en Algérie.

L'audace et particulièrement l'insubordination du patron convoqué en qualité de témoin, à démontrer : 1^o que les conditions d'hygiène de son entreprise étaient lamentables. L'Inspection du Travail, à plusieurs reprises, est intervenue pour demander le respect des conventions; 2^o En tant que patron, il n'a accordé satisfaction aux légitimes revendications de ses ouvriers que contraint et forcé par la grève.

Dans sa plaidoirie, Dechezelles résumant la signification du procès, a fait justement indiqué que le patron n'a pas révoqué les conversations retenus des travailleurs nord-africains d'être utilisés comme une masse de manœuvre contre les travailleurs français.

Il a d'autre part dénoncé les précédents racistes employés, qui aboutissent à emprisonner sans raison d'ordre nées ouvrières pendant 3 mois, parce qu'ils sont nord-africains, de même que c'est parce qu'ils étaient nord-africains que le 1^{er} mai à Paris, la police a essayé de disperser les cortèges des 2000 Africains.

Le Tribunal a rendu ses verdicts sous les acclamations du public.

Une grandiose manifestation avec plus d'un millier de manifestants se déroula devant le Palais de Justice. Nombreux travailleurs français et travailleurs français qui ont montré ainsi leur solidarité à leurs frères nord-africains victimes d'une provocation raciste.

Où, les travailleurs français et nord-africains sont décidés à s'unir contre l'impérialisme et ça changera beaucoup de choses.

Pierre LAMBERT.

ELECTIONS CANTONALES

(Suite de la page 1)

une déclaration, le Parti Communiste Français se déclare prêt à retirer ses candidats en faveur de candidats plus favorisés à condition qu'ils acceptent un programme en huit points. Mais c'est aux candidats ouvriers, aux candidats socialistes, mieux encore au Parti Socialiste et à sa direction, que doit s'adresser nommément cette déclaration. On ne peut laisser le soin aux seuls candidats locaux de mener de tels pourparlers. C'est de direction à direction qu'une ligne de conduite commune au second tour doit être définie.

De même que B. Frachon s'est adressé aux Bureaux confédéraux, la direction du P.C.F. doit s'adresser à la direction de la S.F.I.O. Au moment où des votes communs ont eu lieu sur la pécité et sur l'échelle mobile, il faut saisir l'occasion du deuxième tour des élections cantonales pour présenter, face à la bourgeoisie, un front commun des organisations ouvrières.

La politique de la S.F.I.O., enchaînée au Pacte atlantique, la rend hostile à de telles propositions. Mais cette hostilité sera vaincue par le fait que les travailleurs, en s'appuyant sur la volonté profonde des travailleurs, en discutant à tous les échelons d'un programme commun.

AU SECOND TOUR, FRONT COMMUN CONTRE LES CANDIDATS DES PARTIS BOURGEOIS

IMPOSEZ LE DESISTEMENT EN FAVEUR DU CANDIDAT OUVRIER LE PLUS FAVORISE !

VOTEZ POUR LE CANDIDAT OUVRIER LE PLUS FAVORISE !

Par un tel vote, les travailleurs peuvent exprimer clairement leur volonté d'unité d'action.

TRIBUNE DES JEUNES

YOUSLOVIE 1951 L'OPINION D'UN BRIGADISTE

Cette année, de jeunes travailleurs et étudiants français se sont rendus en Yougoslavie, moi non compris. L'été passé, pour participer aux Brigades de travail. Quelles ont été leurs impressions ? Only a-t-il de nouveau par rapport à l'année dernière ? Nous avons interrogé à ce sujet le camarade Marchand, qui fut cette année commandant de la brigade « FRATERNITE ».

Pourquoi tu as participé aux brigades de l'année dernière, peut-tu nous dire ce qui, à ton avis, les différencie de celles de cette année ?

Tout d'abord, leur conception même. L'année dernière nous avions fait une vaste propagande pour amener des centaines de jeunes voir et juger la Yougoslavie nouvelle. Cet été, nous séjournerions plus de quatre mois en Yougoslavie et nous n'étions pas en contact avec des jeunes de Yougoslavie et d'autres pays européens, comme par exemple des jeunes anglais du Labour Party. Tu comprendras facilement que nous n'étions pas en contact avec des jeunes de France. Il est nécessaire de dire aussi que la Jeunesse Populaire Yougoslave avait fait beaucoup moins d'efforts pour préparer et accueillir les brigades que nous n'étions pas en contact avec des jeunes travailleurs de nos deux pays.

Penses-tu cependant que les jeunes yougoslaves ont délégué de ce qui se passe au dehors de chez eux ?

— Les conversations que nous avons eues aux villages avec eux prouvent à mon avis le contraire. De nombreuses questions ont été posées sur la condition des travailleurs, sur le danger gaulliste, sur les perspectives économiques françaises. Des discussions se sont engagées sur le rôle que devait jouer la classe ouvrière française et plus particulièrement la jeunesse ouvrière française.

Tu n'as pas en cette année les possibilités de connaître de l'an dernier. Cependant, quel est ton opinion concernant le niveau de vie actuel ?

Ce qui frappe, notamment à Zagreb, c'est que les boutiques sont incomparablement mieux approvisionnées. Les facilités accordées aux paysans, les facilités pour quelque chose. Cependant, l'ensemble de la population, paysans et ouvriers, est mieux rétribué et accède plus facilement à toute une série de produits indispensables l'an dernier. Le disette de cet hiver sem-

Vous trouverez au SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE non seulement tous les livres mais tous les ouvrages littéraires, techniques, scientifiques que vous pouvez désirer. Envoyez franco votre commande de prix C.C.P. CORVIN n° 6964-96 46, rue de l'Arbre-Sec - PARIS

Table with 2 columns: ABONNEMENTS, Amount. Rows include 1 an (24 num.), 6 mois, 3 mois, and C.C.P. Mile PICARD.

FRONT UNIFIÉ

Convaincs ou submergés

Le 10 septembre, le Bureau Confédéral de la C.G.T. envoyait une lettre aux directions de la C.G.T.-F.O. de la C.F.T.C. de la C.G.C. et de la F.E.N. Autant, proposant à ces organisations « une réunion commune en vue de mettre un point sur les revendications communes et les conditions d'action propres à les faire aboutir. » Se référant à la proposition récente de l'ensemble des organisations, la F.E.N. se déclarait favorable aux objectifs suivants :

- 1) Salaire minimum garanti à 23.600 francs pour la semaine légale de 40 heures avec référence aux prix du 15 août 1951.
- 2) Répercussion de cette hausse sur l'ensemble des salaires, traitements, pensions et retraites...
- 3) Echelle mobile.
- 4) Action contre la hausse des prix.
- 5) Suppression des abattements de zone.

Cette lettre ne constituait pas un ultimatum, mais « de simples informations sur la position de la C.G.T. » que celle-ci était prête à discuter. Ainsi pour la première fois depuis la scission de 1948, la C.G.T. proposait le Front Unique aux autres Confédérations à l'échelon des Bureaux Confédéraux.

Flacé devant cette initiative, les directions des organisations y ont répondu en déterminant leur propre position.

Frachon, dans toute une série d'articles de l'« Humanité », rassemblés en brochures par l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, a éclairé les objectifs de la C.G.T.

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE SE PRONONCE POUR LE FRONT UNIQUE. A la suite de la réunion de la Commission Administrative de la F.E.N., une résolution, adoptée à l'unanimité, « approuve la prise de contact entre les camarades Laverne et Aiguier et les militants du Bureau de la C.G.T. à la suite de l'appel de la C.G.T. », mandate le Bureau Fédéral pour que, dans le cadre des décisions des Comités de l'Unité d'Action, il mette tout en œuvre afin que les organisations syndicales ouvrières harmonisent leurs revendications et conjuguent leur action.

Ceci afin de surmonter le « préjudice causé à l'action revendicative par la division du mouvement syndical ».

LES DIRIGEANTS DE F.O. REPOUSSENT LES PROPOSITIONS DE LA C.G.T. La Commission Exécutive de F.O. a décidé de rejeter le Front unique proposé par la C.G.T. Selon les Confédérations. Opposant les Syndicats dits « libres » à la C.G.T., elle déclare ne pas vouloir participer à une action commune avec les syndicats « communistes ». Mais implicitement la direction de F.O. avait sa faillite quand elle laisse se réaliser aux échelons fédéral, syndical et départemental et local l'Unité d'Action totale y compris avec la C.G.T.

Servilement liés aux intérêts de leur propre impérialisme et de son

LA REBELLION DES "ELITES"

En une heure le gouvernement de Pleven a trouvé les crédits nécessaires pour subvenir à l'échelle libre. Mais, en même temps, il refusait de donner satisfaction aux revendications des fonctionnaires qui réclamaient un salaire décent, un minima ramené au niveau du secteur privé.

L'indifférence gouvernementale a conduit les enseignants à mettre en œuvre un moyen d'action limité à la grève des élèves. Les ministères ont cru facilement venir à bout d'un mouvement qui concerne surtout des fonctionnaires à indice assez élevé, traditionnellement « assez modérés ». Pourtant des juillet ceux-ci étaient tous unis, y compris la respectable Société des Agrégés et les Amicales de l'Enseignement Supérieur.

Mais les ministres de M. Pleven avaient plus d'un tour dans leur sac : ils offrirent un élargissement de l'échelle au sommet de l'échelle, puis des avantages particuliers aux enseignants.

O surprise ! désagréable pour M. Pleven, la C.G.T. d'Action véritable refusa et maintint un ordre de grève suivi par tous. M. Marie a dû faire surveiller son bachelot par des policiers en civil et quelques parents d'élèves particulièrement réactionnaires. Jusqu'en haut de l'échelle administrative le mouvement rencontre des sympathies agissant à des degrés de facilité d'atténuation, des conseillers d'Etat se disent solidaires, à qui se fier ?

En 1948, l'Etat bourgeois avait cru s'attacher les « élites » de ce pays par un relèvement de la fonction publique qui devait « remettre à leur place les vrais talents » et qui, en fait, par une échelle d'appointements très élevée, allait à diviser petits et moyens fonctionnaires.

Mais la déception de cet Etat renoué par les besoins urgents de la « défense atlantique » est telle que ce relèvement a été violé, à peine appliqué, et la hiérarchie bouillonnante de qui peine établie.

Et les « élites » se sont rebellées. La grève des examens continue. Elle est un signal. Elle peut aussi être un point d'appel pour une lutte d'ensemble des fonctionnaires, posant sérieusement le problème de leurs traitements.

LECLERC

Etat, les dirigeants « libres » à la Botheau, Mourguès et Cie ne peuvent empêcher la pression de la base F.O. de contraindre leurs syndicats à réaliser l'Unité d'Action (métiers Région Parisienne, employés, etc.). Si une telle démarche de la part de la Commission Exécutive de F.O. retardait la réalisation du Front Unique, si elle sème des embûches sur la route du combat ouvrier contre la surexploitation patronale et gouvernementale, elle se traduit avant tout par une désorganisation et une perte d'influence accrue sur les masses pour la C.G.T.-F.O.

LA LUTTE DE LA C.G.T. POUR CONTRAINDRE F.O. A L'UNITÉ D'ACTION AU SOMMET

Dans son article du 15-9-51, Frachon déclare : « Si les dirigeants de F.O. ont en ce point l'intention de nos propositions de réunions communes, en refusant de les examiner, ils se sont trompés. Nous en pourrions discuter la réalisation jusqu'à ce que les opposants soient convaincus ou submergés par l'action des travailleurs, y compris leurs propres adhérents. »

Rien n'est plus correct. Dans ce même article Frachon appelle à réaliser

Mais l'application de cette politique se heurte à de multiples difficultés. Déjà Frachon, à l'Assemblée de Baillet les métallurgistes de la Région Parisienne avouait que « rien, c'est-à-dire pas grand-chose, n'avait été fait pour la constitution des C.U.A. »

Au C.G.N. de la C.G.T. H. Reynaud explique que « la vérité oblige à dire qu'il y a encore trop d'hésitations, et même de sectarisme chez certains de nos militants. »

Hénaff, au même C.G.N. insiste « sur la nécessité pour les militants de lutter contre le sectarisme. On ne fait pas de l'unité avec la rancœur. »

Ainsi le tournant opéré par la direction de la C.G.T. est pris difficilement à la base. La raison en est que dans un passé encore récent, toute initiative dans la voie de la constitution des Comités d'Unité d'Action était durement réprimée par la direction de la C.G.T.

Mais aujourd'hui, devant le refus obstiné de F.O. il n'y a effectivement pas d'autre issue que de « submerger » et de contraindre Botheau en appelant à l'initiative des masses.

Et si la direction de la C.G.T. veut réussir à imposer l'Unité d'Action, la vérité est qu'elle y engage avec timidité.

R. GARREAU.

Un C.G.N. du prochain article nous examinera les C.G.T., la réponse de la C.F.T.C. à la C.G.T., le programme d'indépendance nationale proposé par la C.G.T. et les perspectives de réalisation du F.U. entre toutes les centrales.

La Presse Syndicale et l'Unité d'Action

L'Unité d'action syndicale est à l'ordre du jour. Après les propositions unitaires de la C.G.T., les autres centrales ont fixé leur attitude.

F.O. refuse catégoriquement toute action commune avec la C.G.T. et justifie sa réponse négative dans son hebdomadaire (numéro du 20 septembre), sous le titre « Pourquoi nous refusons ».

« Nous refusons, dans sa recherche d'Unité d'Action et même lorsqu'elle l'étaye sur des arguments qu'elle dit fondés, la C.G.T. communiste n'a en vue que ses objectifs politiques. Elle reste l'agent avoué d'un parti politique. »

Ces mauvaises raisons ne sont pas nouvelles ; elles ont déjà été invoquées en 1947 pour tenter de justifier la scission. Cependant de 1944 à 1947, les dirigeants confédéraux de F.O. alors moins intrançais, ont trouvé acceptable la cohabitation avec ceux qu'ils dénoncent aujourd'hui. En vérité, le refus de F.O. a d'autres causes et son bureau confédéral du 21 septembre nous les révèle :

« Le bureau, soucieux de ne pas sortir du cadre du syndicalisme et de ne pas favoriser aucune action ou visée extra-syndicale... précise que la C.G.T.-F.O. se tient, dans « des relations ou actions communes avec de réelles organisations syndicales. »

La bureaucratie réformiste qui dirige F.O. montre quel souci l'année l'Unité d'Action en son attitude anti-unitaire. Elle a au char de l'Unité d'Action et de la coalition attentif, elle craint comme la peste « les actions extra-syndicales » qui, au delà des revendications économiques, menacent le régime capitaliste dont elle est un fidèle soutien.

Cependant, malgré cette résolution de la Commission Exécutive de F.O. l'Unité d'Action avec la C.G.T. Botheau laisse, en fait, les Fédérations, Syndicats et U.D. F.O. agir à leur guise. Ce dernier multiplie les accords avec tous les autres syndicats y compris la C.G.T. Ainsi du syndicat F.O. des Métaux de la Région Parisienne dont les militants rappellent « que leurs délégués à la commission paritaire n'ont jamais jeté et ne jetteront jamais d'exclusives contre aucune organisation, quelle que soit, et celle-ci se conforme aux clauses des accords. »

Impuissant à opposer au courant unitaire qui entraîne sa base, le Bureau Confédéral F.O. ne peut interdire aux échelons inférieurs des actions de Front Unique sous peine de voir son influence se rétrécir encore. Quant à la C.F.T.C. après avoir

« Nous soutenons toute manifestation, toute initiative venant des masses elles-mêmes pour renforcer l'Unité et avec toutes les meilleures nous cartonnons de la route qui nous conduit à l'Unité et à la victoire tous les obstacles que cherchent à y accumuler les adversaires de la classe ouvrière et les ennemis de l'Unité. »

L'Unité, dans l'« Humanité » du 4-10-51 appelle « dans chaque usine à l'Unité des militants, de tous les échelons. Dans chaque usine, réunissons-nous, déterminons ensemble nos revendications, décidons en commun les moyens à mettre en œuvre pour exercer la pression sur vos patrons et sur le groupe patronal. »

C'est pourquoi, reprend la lettre envoyée aux métaux par les militants des Comités d'Unité d'Action se constituant dans les Syndicats comme à Asnières, « l'échelon départemental de la Haute-Loire... »

Bien qu'il ne soit pas exact de parler de « milliers de Comités d'Unité d'Action » (il n'en existe malheureusement pas autant) il est correct d'appeler les travailleurs à les réaliser comme la seule voie qui contraindra les dirigeants F.O. à l'Unité d'Action dans la Haute-Loire.

Mais l'application de cette politique se heurte à de multiples difficultés. Déjà Frachon, à l'Assemblée de Baillet les métallurgistes de la Région Parisienne avouait que « rien, c'est-à-dire pas grand-chose, n'avait été fait pour la constitution des C.U.A. »

Au C.G.N. de la C.G.T. H. Reynaud explique que « la vérité oblige à dire qu'il y a encore trop d'hésitations, et même de sectarisme chez certains de nos militants. »

Hénaff, au même C.G.N. insiste « sur la nécessité pour les militants de lutter contre le sectarisme. On ne fait pas de l'unité avec la rancœur. »

Ainsi le tournant opéré par la direction de la C.G.T. est pris difficilement à la base. La raison en est que dans un passé encore récent, toute initiative dans la voie de la constitution des Comités d'Unité d'Action était durement réprimée par la direction de la C.G.T.

Mais aujourd'hui, devant le refus obstiné de F.O. il n'y a effectivement pas d'autre issue que de « submerger » et de contraindre Botheau en appelant à l'initiative des masses.

Et si la direction de la C.G.T. veut réussir à imposer l'Unité d'Action, la vérité est qu'elle y engage avec timidité.

R. GARREAU.

Un C.G.N. du prochain article nous examinera les C.G.T., la réponse de la C.F.T.C. à la C.G.T., le programme d'indépendance nationale proposé par la C.G.T. et les perspectives de réalisation du F.U. entre toutes les centrales.

LES PARTIS OUVRIERS

La déclaration du Comité Central du P.C.F. définitivement les conditions de la démission de ce parti au deuxième tour des élections cantonales ne répond pas à ce besoin. Cette déclaration ne s'adresse pas particulièrement aux socialistes agissant en elle ne s'adresse pas du tout à la direction du Parti Socialiste ; enfin, elle fixe non pas un programme d'Unité d'Action mais des conditions déterminées à l'avance.

Mémoires cette déclaration constitue un fait nouveau qui ouvre des possibilités nouvelles.

La nécessité urgente de l'Unité d'Action d'ensemble de cent conditions la question des démissions pour les élections cantonales.

Si le Comité Central du P.C.F. veut aller de l'avant dans les actes et non en paroles seulement, il doit faire clairement ses propositions à la direction du Parti Socialiste. Il doit aussi indiquer nettement les conditions ou les objectifs de l'Unité d'Action. Sur la base de sa déclaration du 8 octobre par exemple les points du programme de l'Unité d'Action sont : l'Unité d'Action démocratiquement dans des assemblées locales et d'entreprises représentant l'ensemble des travailleurs et élus les représentants démocratiques. Le programme mis au point dans de telles conditions, exprimant non la politique de tel ou tel parti, mais la politique répondant aux aspirations des masses ouvrières, aurait l'appui enthousiaste de la large masse. Le refus d'Unité d'Action des chefs socialistes perdrait toute ombre d'une justification. Les conditions de la lutte et de la victoire se précisaient.

Le doute n'est plus possible, rien ne peut être réglé sans une lutte conséquente pour chasser le gouvernement capitaliste et pour établir le gouvernement de front unique des partis ouvriers sans ministres capitalistes.

On résiste les obstacles dans cette direction ? Dans la rangée de la classe ouvrière ? Certainement non. A leur quasi unanimité les travailleurs ont choisi le Front Unique. L'impossibilité de la force de la classe ouvrière ? Pas plus. Les masses ouvrières appelées à la lutte peuvent balayer comme feu de paille les mercuriels des soutiens du gouvernement bourgeois.

L'obstacle principal, au-delà l'unique obstacle, réside dans la politique suivie par les partis ouvriers. Ce qui résiste au Front Unique, ce n'est pas la situation d'opposition ou gouvernement, ce n'est pas le refus de l'Unité d'Action avec le P.C.F. Elle réside dans les choix, position particulièrement inconfortable puisqu'il faut tenter de concilier les exigences de la base qui veut lutter pour la lutte contre le capitalisme avec les exigences du soutien de la politique « atlantique » de l'impérialisme.

La direction du Parti Communiste ne peut de son côté faciliter la débâcle des chefs socialistes en refusant de définir l'obscure : UN GOUVERNEMENT DE FRONT UNIQUE DES PARTIS OUVRIERS. Elle n'est pas prête à l'avance que Guy Mollet est prêt à s'incarner devant de Goulle et en s'abandonnant DE FAIRE A LA DIRECTION DU PARTI SOCIALISTE. PROPOSITIONS CONCRETES D'ACTION.

Le Grand JELIA, Imp. Rue de la Vérité, 10, P. 13

Dans la lutte engagée par les travailleurs pour la conquête de salaires en rapport avec le coût de la vie et la stratégie patronale et gouvernementale, nous l'avons vu précédemment (1), a constaté à prendre les organisations ouvrières de classe et en abandonnant rapidement des années de B à 15 %, du genre de celui par la voie de leur rôle de ces revendications ouvrières, ils ont, aussi, par cette méthode, essayé de rejouer, partie de la division du front un ouvrier dont la formation, en consolidation constante, les inquitte au plus haut point, car les revendications C.F.T.C. ou F.O. s'empressant de conclure d'accords séparés des que les conditions étaient offertes par le patronat !

Justement pas en un effort sérieux, cette fois, en raison de la volonté d'Unité et d'Action de la base qui pèse sur les directions syndicales.

Aussi, patron et gouvernement ont-ils essayé d'introduire d'autres éléments de division dans la forme même des augmentations qui ont été envisagées par leur côté. C'est dans la fonction publique que cette manœuvre a été poussée le plus loin.

En effet qu'a-t-on vu ? Le cheminot de la voie révoqué 1.800 fr. d'augmentation et le directeur de la S.N.C.F. plus de 25.000 fr. par mois !

Alors que les syndicats revendiquent, pour le premier une augmentation, rendue indispensable pour vivre, de plus de 6.000 fr. par mois, il lui manque 2.000 fr. pour vivre nécessaire. Mais qui pensera que ce cheminot ne sera pas indigné de voir accomplir une telle manœuvre ?

En effet qu'a-t-on vu ? Le cheminot de la voie révoqué 1.800 fr. d'augmentation et le directeur de la S.N.C.F. plus de 25.000 fr. par mois !

Alors que les syndicats revendiquent, pour le premier une augmentation, rendue indispensable pour vivre, de plus de 6.000 fr. par mois, il lui manque 2.000 fr. pour vivre nécessaire. Mais qui pensera que ce cheminot ne sera pas indigné de voir accomplir une telle manœuvre ?

En effet qu'a-t-on vu ? Le cheminot de la voie révoqué 1.800 fr. d'augmentation et le directeur de la S.N.C.F. plus de 25.000 fr. par mois !

Alors que les syndicats revendiquent, pour le premier une augmentation, rendue indispensable pour vivre, de plus de 6.000 fr. par mois, il lui manque 2.000 fr. pour vivre nécessaire. Mais qui pensera que ce cheminot ne sera pas indigné de voir accomplir une telle manœuvre ?

En effet qu'a-t-on vu ? Le cheminot de la voie révoqué 1.800 fr. d'augmentation et le directeur de la S.N.C.F. plus de 25.000 fr. par mois !

R. GARREAU.

Un C.G.N. du prochain article nous examinera les C.G.T., la réponse de la C.F.T.C. à la C.G.T., le programme d'indépendance nationale proposé par la C.G.T. et les perspectives de réalisation du F.U. entre toutes les centrales.

LES PARTIS OUVRIERS

La déclaration du Comité Central du P.C.F. définitivement les conditions de la démission de ce parti au deuxième tour des élections cantonales ne répond pas à ce besoin. Cette déclaration ne s'adresse pas particulièrement aux socialistes agissant en elle ne s'adresse pas du tout à la direction du Parti Socialiste ; enfin, elle fixe non pas un programme d'Unité d'Action mais des conditions déterminées à l'avance.

Mémoires cette déclaration constitue un fait nouveau qui ouvre des possibilités nouvelles.

La nécessité urgente de l'Unité d'Action d'ensemble de cent conditions la question des démissions pour les élections cantonales.

Si le Comité Central du P.C.F. veut aller de l'avant dans les actes et non en paroles seulement, il doit faire clairement ses propositions à la direction du Parti Socialiste. Il doit aussi indiquer nettement les conditions ou les objectifs de l'Unité d'Action. Sur la base de sa déclaration du 8 octobre par exemple les points du programme de l'Unité d'Action sont : l'Unité d'Action démocratiquement dans des assemblées locales et d'entreprises représentant l'ensemble des travailleurs et élus les représentants démocratiques. Le programme mis au point dans de telles conditions, exprimant non la politique de tel ou tel parti, mais la politique répondant aux aspirations des masses ouvrières, aurait l'appui enthousiaste de la large masse. Le refus d'Unité d'Action des chefs socialistes perdrait toute ombre d'une justification. Les conditions de la lutte et de la victoire se précisaient.

Le doute n'est plus possible, rien ne peut être réglé sans une lutte conséquente pour chasser le gouvernement capitaliste et pour établir le gouvernement de front unique des partis ouvriers sans ministres capitalistes.

On résiste les obstacles dans cette direction ? Dans la rangée de la classe ouvrière ? Certainement non. A leur quasi unanimité les travailleurs ont choisi le Front Unique. L'impossibilité de la force de la classe ouvrière ? Pas plus. Les masses ouvrières appelées à la lutte peuvent balayer comme feu de paille les mercuriels des soutiens du gouvernement bourgeois.

L'obstacle principal, au-delà l'unique obstacle, réside dans la politique suivie par les partis ouvriers. Ce qui résiste au Front Unique, ce n'est pas la situation d'opposition ou gouvernement, ce n'est pas le refus de l'Unité d'Action avec le P.C.F. Elle réside dans les choix, position particulièrement inconfortable puisqu'il faut tenter de concilier les exigences de la base qui veut lutter pour la lutte contre le capitalisme avec les exigences du soutien de la politique « atlantique » de l'impérialisme.

La direction du Parti Communiste ne peut de son côté faciliter la débâcle des chefs socialistes en refusant de définir l'obscure : UN GOUVERNEMENT DE FRONT UNIQUE DES PARTIS OUVRIERS. Elle n'est pas prête à l'avance que Guy Mollet est prêt à s'incarner devant de Goulle et en s'abandonnant DE FAIRE A LA DIRECTION DU PARTI SOCIALISTE. PROPOSITIONS CONCRETES D'ACTION.

Le Grand JELIA, Imp. Rue de la Vérité, 10, P. 13

rant unitaire qui contraindrait les organisations à réaliser le front unique. Les travailleurs doivent au plus tôt imposer, sur ce problème de la hiérarchie, leurs solutions unitaires. Dans des pétales de la base des tentatives de certains syndicats s'orientent dans ce sens en revendiquant, une augmentation de 15 % pour tous, soit sur les 23.600 au coefficient 100 pour 40 heures hebdomadaires. Les travailleurs doivent aussi conquérir des divisions qui utilisent la catégorisation hiérarchique pour tenter de briser l'organisation de leur front unique, et nous rappelleront l'exemple du métro en mars 1951.

R. ARTAUD.

(1) Voir dans « La Vérité » n° 249, l'article sur l'« Echelle mobile » et dans « La Vérité » n° 241, l'article sur les budgets-types (Une Quartelle de Maquignons).

M. LEFAUCHEUX

Prouvez que votre bilan n'est pas truqué

Ouvrez vos livres de comptes

Linet, secrétaire du syndicat C.G.T. et Soulat, secrétaire du syndicat C.F.T.C. de Renault, vont passer en jugement le 16 octobre.

Avant les vacances leurs deux organisations réclamaient en commun 15.000 fr. de prime de bilan et dans une affiche commune, déclaraient que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré. Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.

En régime capitaliste, les patrons peuvent facilement dissimuler leurs bénéfices aux ouvriers. Renault, sortit son bilan, déclarait que Lefauchaux avait trompé son bilan pour présenter plus de 2 millions de bénéficiaires alors que la direction et les caisses avaient enregistré.